



Le 10/09/2018

CGT des territoriaux d'Aulnay-sous-Bois

Communiqué

FINI DE RIRE

Combien de collègue allons-nous encore enterrer ? Au bout de combien de malaise, de TS, de décès l'administration daignera enfin prendre en compte nos alertes ?

Aujourd'hui, nous pleurons la disparition de Malika. Bien sûr, sa santé était fragile. C'est bien pour cela qu'elle avait bénéficié d'une procédure de reclassement pour raison médicale. Mais il n'est plus à démontrer que des conditions de travail dégradées, le stress en relation avec le travail conduisant aux risques psychosociaux déclenchent ou aggravent des pathologies.

Malgré nos remontées d'information concernant le « parking 2 roues », sur l'organisation et le suivi de l'équipe, sur le climat entre les agents, sur les locaux et le tabagisme ambiant, par nos mails, nos réunions, nos appels, aucune mesure immédiate n'a été prise. On pourrait presque penser que tout a été fait pour encourager les conflits plutôt que de les apaiser.

Nous interpellons aujourd'hui Monsieur le Maire, qui en tant qu'employeur est le seul responsable de la sécurité et de la protection de la santé physique et mentale de ses agents. L'employeur ne doit pas seulement diminuer le risque, mais l'empêcher.

Nous avons relevé également à plusieurs reprises qu'il n'était pas normal que des personnes à risque soient amenées à rester seules dans un local. Nous intervenons pour les agents mais aussi dans le souci d'éviter à la commune et son représentant toute responsabilité pénale non intentionnelle et ce souci devrait aussi être celui de votre administration.

Nous espérons que personne ne considérera ce communiqué comme de la récupération. Nous avons écouté et accompagné nos collègues en souffrance dans ce service comme dans bien d'autres. Notre syndicat ne crie jamais « au loup » pour rien et il est urgent que vos services soient plus réceptifs et actifs face aux dysfonctionnements et cela dans l'intérêt de toutes et tous.

Alors que le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT), l'instance la plus importante pour les agents, a été anéanti dans le secteur privé et est fortement menacé dans la fonction publique, nous devons lutter pour le conserver et nous réaffirmons que le travail ne doit pas être synonyme de souffrance.